



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 10/04/2026

Reçu en préfecture le 10/04/2026

Publié le

ID : 062-286200027-20260407-2026_17-DE



DÉLIBÉRATION

2026/17

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 7 Avril 2026 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents :

Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

Etaient absents ou excusés :

M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°91-843 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine ;

Vu le décret n°92-853 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des psychologues territoriaux ;

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2011-1642 du 23 novembre 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques ;

Vu le décret n° 2016-201 du 26 février 2016 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;

Vu la délibération n° 2025/63 du 9 décembre 2025 actualisant le tableau des emplois ;

Vu l'avis du Comité social territorial de service en date du 26 mars 2026 ;


Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il indique aussi qu'en cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité social territorial.

Il propose de modifier le tableau des emplois en procédant :

- à la création de 3 emplois permanents à temps complet,
- à l'ouverture de l'emploi de Responsable d'arrondissement (service carrières) aux grades de Rédacteur Principal 2^{ème} classe et Rédacteur Principal 1^{ère} classe (procédure de recrutement suite mutation),
- à l'ouverture de l'emploi de Responsable du Service Informatique, à temps complet, aux grades d'Ingénieur, Ingénieur Principal, Technicien, Technicien Principal de 2^{ème} classe, Technicien Principal de 1^{ère} classe (procédure de recrutement en cours suite disponibilité),
- à la création de 7 nouveaux grades (et donc la suppression des 7 anciens grades) suite aux avancements de grade.

Le Président propose à l'assemblée :


 **La création d'un emploi permanent d'archiviste itinérant et numérique**, à temps complet, ouvert sur le grade d'Attaché territorial de conservation du patrimoine et l'ensemble des grades du Cadre d'emplois des Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques pour conforter les besoins du service Usages Numériques et Informatiques (UNI).

L'archiviste accompagnera les Collectivités et les Etablissements dans le cadre de la prestation « archivage numérique ».

Le Président précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8, 2° du Code général de la fonction publique.

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

 **La création d'un emploi permanent d'ergonome**, à temps complet, ouvert sur les grades d'Ingénieurs et Ingénieurs Principaux du Cadre d'emplois des I, le grade de Psychologue de Classe normale, Cadre d'Emplois des Psychologues Territoriaux.

Cet ergonome sera affecté au Pôle Santé et contribuera à la prévention des risques professionnels des Collectivités et Etablissements, par l'amélioration des conditions de travail et le maintien dans l'emploi.

Le Président précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8, 2° du Code général de la fonction publique.

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.


Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.


 **La création d'un emploi permanent de gestionnaire paie à façon**, à temps complet, ouvert sur le grade d'Adjoint administratif territorial, Cadre d'emploi des Adjoints Administratifs Territoriaux, pour conforter les besoins du service Paie à façon.

Le Président précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8, 2° du Code général de la fonction publique.

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois et du grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

 **L'ouverture de l'emploi de Responsable d'arrondissement**, à temps complet, aux grades de Rédacteur Principal 2^{ème} classe et Rédacteur Principal 1^{ère} classe (procédure de recrutement en cours suite mutation),

 **L'ouverture de l'emploi de Responsable du Service Informatique**, à temps complet, aux grades d'Ingénieur, Ingénieur Principal, Technicien, Technicien Principal de 2^{ème} classe, Technicien Principal de 1^{ère} classe (procédure de recrutement en cours suite disponibilité),

Le Président précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8, 2° du Code général de la fonction publique.

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois et du grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Le Président précise aussi la nécessité de créer des emplois permanents pour tenir compte de l'évolution des missions et des avancements de grade.

Il propose de modifier le tableau des emplois en procédant à la **création de 7 emplois permanents à temps complet ainsi qu'à la suppression de 7 emplois à temps complet.**

Le Président propose à l'Assemblée :

- La création d'un emploi permanent de Responsable service carrières, à temps complet, ouvert sur le grade d'Attaché principal.
La suppression d'un emploi permanent de Responsable de service carrières, à temps complet, sur le grade d'Attaché Territorial
- La création d'un emploi permanent de Chargé des procédures concours, à temps complet, sur le grade de Rédacteur principal de 2ème classe.
La suppression d'un emploi permanent de Chargé des procédures concours, à temps complet, sur le grade de Rédacteur territorial, à compter du 1^{er} novembre 2026.
- La création d'un emploi permanent de Chargé de mission numériques, à temps complet, sur le grade de Technicien principal de 1ère classe.
La suppression d'un emploi permanent de Chargé de mission numériques, à temps complet, sur le grade de Technicien principal 2ème classe à compter du 1^{er} octobre 2026.
- La création d'un emploi permanent de Responsable du système d'information, à temps complet, sur le grade de Technicien principal de 1ère classe.
La suppression d'un emploi permanent de Responsable du système d'information, à temps complet, sur le grade de Technicien principal 2ème classe à compter du 19 décembre 2026.
- La création d'un emploi permanent de Gestionnaire bourse de l'emploi, à temps complet, sur le grade d'Adjoint administratif principal de 1ère classe.
La suppression d'un emploi permanent de Gestionnaire bourse de l'emploi, à temps complet, sur le grade d'Adjoint administratif principal de 2ème classe.
- La création d'un emploi permanent de Gestionnaire des instances médicales, à temps complet, sur le grade d'Adjoint administratif principal de 1ère classe.
La suppression d'un emploi permanent de Gestionnaire des instances médicales, à temps complet, sur le grade d'Adjoint administratif principal de 2ème classe à compter du 1^{er} juin 2026.
- La création d'un emploi permanent de Préventeur, à temps complet, sur le grade d'Adjoint technique principal de 2ème classe.
La suppression d'un emploi permanent de Préventeur, à temps complet, sur le grade d'Adjoint technique, à compter du 10 avril 2026.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *ADOpte* la modification du tableau des effectifs et du tableau des emplois, ainsi proposée, qui prendra effet à compter du 10 avril 2026 ;
- ♦ *PRECISE* qu'un tableau reprenant l'ensemble des emplois, permanents et non permanents, est annexé au présent document ;

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 7 avril 2026

Le Président,

René HOCQ